



la lettre de l'immigration

Journal à parution aléatoire de la Commission nationale Immigration des Verts
n° 3 de la 3^e série (juin 2006)

Appel urgent à continuer la mobilisation contre la loi CESEDA

Le projet de loi réformant le droit d'entrée et de séjour des étrangers et le droit d'asile (CESEDA) a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mai. Le débat au Sénat aura lieu à partir du 6 juin.

La discussion à l'Assemblée nationale a conforté le texte gouvernemental tant en ce qui concerne l'application du regroupement familial que la délivrance et le renouvellement des cartes de séjour et cartes de résident.

Plus de 600 associations, syndicats et partis ont rejoint *Uni(e)s contre une immigration jetable* (parmi les derniers signataires, l'UNSA et le Parti socialiste) qui maintient la mobilisation et d'appelle à un rassemblement devant le Sénat le mardi 6 juin à 18 heures, avant une nouvelle grande initiative le dimanche 11 juin. Nous vous en ferons connaître rapidement les modalités.

La pétition initiée par *Uni(e)s contre une immigration jetable* regroupe aujourd'hui plus de 60 000 signatures.

La collecte de signatures se poursuit sur le site <http://www.contreimmigrationjetable.org>

Signez et faites signer la pétition ! Une version papier, téléchargeable sur le site web, permet de faire signer ceux qui ne disposent pas de connexion à Internet.

Il est urgent d'atteindre les 100 000 signataires.

Votation citoyenne

La votation citoyenne sur le droit de vote des étrangers aux élections communales a été un succès en 2005 : dans 98 villes contre 70 en 2002, 66 310 personnes ont mis un bulletin dans l'urne contre 38 102 en 2002. Ces résultats témoignent de la mobilisation des militants mais aussi de la volonté de tous, militants et simples participants, de voir entrer dans les faits une réforme attendue maintenant depuis plus de 25 ans ! Ces chiffres viennent en confirmation des résultats des différents sondages qui ont montré que la population française est maintenant convaincue de la nécessité de cette réforme.

Si, comme il est prévu, l'Espagne et l'Italie modifient dans les prochains mois leur législation en faveur du droit de vote pour les étrangers non communautaires, il ne restera que six pays dont la France sur les vingt-cinq de l'Union européenne à n'accorder aucun droit politique aux résidents étrangers non-européens. Les prochaines échéances électorales doivent permettre de faire disparaître cette anomalie. Nous devons montrer notre détermination sur ce sujet et mobiliser l'opinion publique.

Un temps fort est prévu en 2006 : une nouvelle votation citoyenne aura lieu du 16 au 22 octobre. Dans chaque département, dans chaque ville, des collectifs doivent préparer avant les grandes vacances cette opération. Les Verts, élus, groupes locaux, sections, doivent en être partie prenante. Si aucune autre organisation ne les contacte, les Verts peuvent prendre l'initiative de réunir les organisations locales signataires de l'appel national pour le succès de la votation 2006.

Bernard Delemotte

Contacter la Commission nationale Immigration

Responsable de la commission

Bernard Delemotte

[<bfdelemotte@neuronnexion.fr>](mailto:bfdelemotte@neuronnexion.fr)

124, rue M. Hemard Férandier

80000 Amiens - 06 22 97 18 65

Trésorier de la commission

Jean-Pierre Dacheux

jpdacheux@wanadoo.fr

34 rue Claude Bénard

95610 Eragny sur Oise

Adhérer à la commission

Envoyer un chèque de 10€

libellé à

« Les Verts-Commission immigration »

au trésorier, Jean-Pierre Dacheux

Temoignages de personnes sans-papiers recueillis le 3 mai à l'église Saint Hippolyte

Ils proviennent des occupantEs de l'ex SSÆ (occupation de plus d'un mois) qui avaient trouvé refuge pour quelques jours dans l'église Saint Hippolyte, dans le 13^e arrondissement de Paris.

Ahmed Djahl, 9 ans et demi

Les collectifs viennent à l'église pour demander les papiers. Je ne suis jamais venu à l'église, j'ai eu peur parce que pour moi, je pensais que les chrétiens n'aimaient pas les musulmans.

Maintenant je n'ai plus peur parce qu'ils ont dit qu'on allait dormir ici, et si on dort ici les policiers ne vont pas venir. Je suis rassuré.

L'église est gentille avec les sans-papiers. Peut-être que le chef de l'église va nous aider à nous donner des papiers. Par rapport à Auguste Perret, je n'aimais pas parce que les policiers nous ont poussé alors qu'on avait rien fait. Il y a eu des accidents. J'ai eu très peur, ma mère a perdu ses chaussures. Les autres se sont fait attraper par les flics. D'autres se sont sauvés, Ali m'a sauvé la vie. Il m'a pris et m'a sorti dehors, ma mère était à côté de moi. Maintenant à l'église je suis tranquille. Même avant l'expulsion à Auguste Perret, j'avais très très peur, parce que je savais que la police pouvait venir à n'importe quel moment.

En arrivant à l'église, j'ai demandé à ma mère qu'on rentre à la maison, parce que j'avais très peur, mais ma mère a insisté pour qu'on reste. Quand Jean-Claude a dit qu'il n'y avait pas de risque que la police vienne, alors j'ai dit à ma mère si on pouvait rester.

J'ai peur de la police à cause du gaz mais aussi de la matraque. Nicolas Sarkozy veut envoyer la police pour nous renvoyer dans notre pays d'origine.

Diallo Aboubakar

Ca fait 6 ans que je vis dans ce beau pays. J'ai trouvé les français très gentils mais ils ont un gouvernement maladroit.. Je ne suis pas venu faire du tourisme en France, je suis là pour travailler. Pour ce fait il faut qu'on nous régularise tous. C'est très dur pour moi, je vis dans la misère. Quand je venais ici, je croyais que notre galère allait finir. Je me rends compte que c'est plus dur qu'avant.

Camara Dianko, de nationalité guinéenne

Je suis en France depuis 1988. Je ne sais pas si vous comprenez ma souffrance. J'ai attendu d'avoir 10 ans (de présence en France) pour demander ma régularisation. On m'a donné un refus. J'ai tout perdu, je ne

peux pas retourner chez moi après tout ce temps. J'ai fini par épuiser toutes mes forces ici. Il faut qu'on régularise tous les sans-papiers. Sans exception.

Cissoko Mamadou, de nationalité sénégalaise

Ca me fait 5 ans de présence en France. En fait le mot immigration choisie m'énerve. Nos ancêtres qui étaient pris en Afrique n'étaient pas choisis. Je pense que les immigrés apportent beaucoup à la France. En même temps, je pense qu'il faut que la France régularise tous les sans-papiers qui sont là au lieu de nous parler d'immigration choisie. Enfin, il faut que Sarko se rappelle qu'il est fils d'immigré.

Coumba

L'image de marque de la France est en train d'être terni par un étranger. Ca se voit qu'il ignore ce que c'est que la France d'hier, la France Terre d'Accueil, la France mère colonisatrice, la France terre d'asile. C'est eux qui ont instauré la colonisation, la démocratisation, la dévaluation et maintenant ils instaurent la précarisation après avoir dépouillé l'Afrique de toutes ses richesses.

Mon père s'est battu pour libérer des mains des nazis la France, il a toutes les distinctions honorifiques de l'armée française, et à sa progéniture il est refusé un séjour maladie.

La France n'est plus la France. A bas l'esclavagisme, l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ces lois racistes, je les compare aux lois sous Vichy et sous Pétain. Ce qui arrive à la France n'est pas la faute des étrangers, c'est la mondialisation qui est égale au profit et ce profit tend à rendre le riche de plus en plus riche et le pauvre de plus en plus pauvre. Donc rendons cette mondialisation meilleure à vivre et que vive la Résistance.

Dia Ndiath Tierno Gounass

On est là pour souligner notre objectif pour avoir les papiers. Tout ça c'est pour défendre notre dignité.

Refuser de faire des bêtises, refuser la violence. C'est juste pour travailler et avoir la dignité.

On est dans un moment de danger.

Le danger, c'est quoi ? On rencontre les policiers et on risque d'être renvoyé sans avoir rien fait.

En France on sait que si tu n'as pas de papiers, tu es un danger ! Beaucoup de policiers.

On espère que ça va bien.

On veut vivre comme tout le monde. Et tu ne peux pas vivre en France sans papiers.

Aliou et Amadou

On est là parce qu'on est sans-papiers. Quand on vit là normalement, on doit avoir des papiers. Actuellement, on ne peut pas vivre comme tout le monde « Une vie Humaine ».

C'est bon pour nous que ce soit une église qui nous accueille. Les gens de l'église sont humains. J'espère que grâce à eux, on obtiendra plus de choses.

Nous sommes venus en France pour travailler pas pour autre chose. Si on venait pour faire de mauvaises choses, on resterait en Afrique.

La France est un colonisateur du Sénégal, pour nous il était normal de venir en France parce qu'on a vécu depuis tout petit avec les français.

Sarko dit qu'il faut que l'étranger apprenne le français cependant en tant que sénégalais je parle et je comprends le français depuis tout petit. Mais rien n'est fait pour moi, pour m'intégrer ici.

On n'a pas d'autres pays vers lesquels aller puisque nous parlons que le français.

Sarko fait de la discrimination en choisissant les étrangers de l'Europe de l'Est et refuse les africains alors qu'on a été colonisés très longtemps.

Nous, ce qu'on veut, c'est la Régularisation de TOUS les sans-papiers.

On lutte pour ça !!

C'est la même parole là tout le temps. On est fatigué.

On est là, ça fait longtemps. Tous ces problèmes, c'est à cause des papiers. On tue pas les gens, on viole pas, on prend pas des drogues, on est des ouvriers et on vient travailler, c'est tout.

Donc maintenant c'est les Français qui nous ont colonisés. On est là pour travailler, on n'est pas des bandits. Les Américains ne nous ont pas colonisés et ils donnent des visas de 3, 4 ans. Les Français, s'ils ne nous aiment pas, ils n'ont qu'à donner des visas de 3 ans

Pour une autre politique de l'immigration

CNIR des 14 et 15 janvier 2006, motion de la Commission nationale immigration

L'immigration a été de nouveau dramatiquement au cœur de l'actualité, que ce soit en France ou aux frontières méditerranéennes de l'Europe. En France une politique répressive et sécuritaire indigne est menée par le gouvernement. L'Europe, face à l'immigration, tente de se fortifier et construit des murs de barbelés autour de ses enclaves en Afrique du Nord. Elle ouvre des camps d'internement pour les migrantEs en Afrique: Lybie... (sous traitant les sales besognes à d'autres), en Europe: Croatie... La France, elle, construit de nouveaux centres de rétention, dont on sait qu'ils sont la honte de la République. Pourtant l'immigration est une constante universelle, elle est une richesse. On ne l'arrêtera pas avec des murs, qui prétendent protéger les pays riches de l'arrivée des pauvres et des persécutéEs, prolongeant ainsi le colonialisme sous d'autres formes.

Les Africains qui tentent de gagner l'Europe par Ceuta, Melilla et le détroit de Gibraltar fuient un continent rongé par la faim, les épidémies, les guerres, les dictatures, et continuons de soutenir, un continent qui de plans d'ajustements structurels en accords de libre échange s'enfoncé chaque jour davantage dans la misère. Les puissances coloniales ont pillé l'Afrique. Elles repoussent aujourd'hui, en leur tirant dessus, les Africains qui tentent de gagner l'Europe pour simplement survivre.

Nous condamnons les violences faites aux hommes et aux femmes démuniEs, affaibliEs, sans défense et sans armes, que ce soit à Ceuta, Melilla, Gibraltar, en Grèce, à Lampedusa... Nous condamnons la politique tout sécuritaire, inhumaine - et de surcroît inefficace -, du gouvernement français, qui organise des rafles depuis fin juillet à Paris, bouclant une sortie de métro ou un carrefour et procédant à des arrestations massives (Stalingrad, Château Rouge, Château d'Eau, Barbès, Belleville, Couronnes...), qui expulse les Afghans par charters européens, qui remet en cause et rogne les droits fondamentaux des sans papiers: santé (par la réduction de l'AME), logement, travail, droit de vivre en famille...

Nous condamnons le projet d'appel à une immigration « choisie » - politique des quotas - qui sélectionnerait dans les pays du Sud la main-d'œuvre (en la prenant et en la rejetant selon les fluctuations du marché) dont les pays riches ont besoin, continuant le pillage colonial sous d'autres formes et instaurant une immigration « kleenex ». Nous n'acceptons pas que des personnes soient ainsi utilisées et réduites à leur seule force de travail. Cette politique répressive, gesticulatoire, spectaculaire, en plus d'être inhumaine sert à masquer les vrais problèmes sociaux et économiques, tout en flirtant avec les thèses populistes et d'extrême-droite, transformant les sans papiers en boucs émissaires.

MOTION Le CNIR, réuni à Paris les 14 et 15 janvier 2006 demande au CE et aux parlementaires françaisES VertES d'interpeller fermement le gouvernement

- pour qu'il rompe avec cette politique indigne et qu'il mette en place une autre politique de l'immigration, respectueuse des droits de chacun.
 - pour qu'il ratifie la Convention de l'ONU sur les droits des travailleurs migrants et de leur famille.
 - pour qu'une régularisation globale de tous les sans papiers soit mise en œuvre sans délai.
 - pour que cessent les projets de remise en cause du droit du sol, et pour qu'on en revienne à un droit du sol intégral.
- Le CE et les Verts s'engagent à participer pleinement aux *Assises pour une autre politique de l'immigration*, qui auront lieu au premier semestre 2006, à l'initiative des collectifs de sans papiers et d'organisations de soutien (LDH, MRAP, Verts, PCF, CGT, Solidaires, LCR...)

Au parti vert européen de produire, avec les éluEs, une réflexion sur une autre politique européenne de l'immigration, respectueuse des droits, et qui prendrait en compte la dimension méditerranéenne de l'Europe.

Il faut aussi réfléchir aux aides et aux politiques régionales à mettre en place, en particulier en ce qui concerne Mayotte, la Guyane et les Antilles.

ou 4 ans et on retourne. Mais pas des 3 mois!

Si tu as vu des Maliens, ils sont là 3 ans et ils n'ont rien parce qu'on n'a pas de moyens. On n'a qu'à donner des papiers et comme ça, on pourra travailler. C'est tout.

Moussa Traoré

Nous sommes des sans-papiers, des travailleurs, on a fait 10 ans, 15 ans de travail et on cotise et quand on est en maladie, on ne profite pas des avantages santé.

Maintenant, c'est l'esclavage moderne. Pourquoi nous ne sommes pas régularisés, ça fait 15 ans qu'on est là. Le retour au pays est impossible.

Ils disent que l'immigration choisit ceux qui ont étudié.

S'ils emmènent tous les intellectuels de chez nous, que nous reste t'il?

Au Mali, les médecins vont partir ici, qu'est-ce que les gens vont faire?

Si on reste pas entre nous, quelle force nous reste t'il?

J'ai des choses à dire, on en a marre.

Karima Aberkane

Bonjour,

En tant que fille d'immigré et d'ancien combattant pour la France (grand-père).

Depuis mon enfance, j'aime la France et j'ai toujours rêvé de venir en France. Aujourd'hui, je me suis retrouvée en France avec mon mari et mes 2

enfants nés et scolarisés en France. Je me retrouve sans-papiers après 5 ans de présence sur le territoire français. J'ai eu un refus à chaque demande faite en préfecture. Je n'ai aucune solution individuelle. Je suis rentrée dans le collectif après avoir entendu ce projet de loi où on n'a aucune chance d'être régularisée. Et par rapport à mes enfants qui sont scolarisés, ils seront expulsés à la fin du mois de juin, fin de l'année scolaire.

Si je suis là aujourd'hui, je remercie beaucoup le prêtre qui nous a reçu.

Avec ce collectif, j'espère qu'on va avoir une vie meilleure, que nos enfants pourront avoir une vie normale.

Que savons-nous des Roms ? Dix repères

1 - Les Roms ne s'appellent pas Roms parce qu'ils sont des Roumains ! Beaucoup de Roms ne sont pas roumains. Ils sont encore moins romains (de la ville de Rome). Rom est un mot qui veut dire « homme ».

2 - Les Roms sont venus de l'Inde, il y a au moins sept siècles. À part les 5 000 à 6 000 Roms étrangers, roumains ou bulgares, ils sont tous français et installés en France depuis de nombreuses générations. Ce ne sont donc pas des étrangers. Nous les appelons des Tsiganes ou Gitans ou Manouches ; ils sont environ 400 000.

3 - Les Roms sont principalement des Européens. Ceux qui vivent dans d'autres continents sont beaucoup moins nombreux. On compte au moins 12 millions de Roms en Europe (pas seulement l'Europe des 25, mais la grande Europe avec la Roumanie, la Bulgarie, l'Ukraine, les pays des Balkans, la Turquie, et même la Russie...).

4 - Les Roms se disent Roms (avec 2 r) parce que, dans leur langue, une langue d'origine indienne, la langue romani, on prononce un r qui n'est pas le nôtre. Nous, nous les appelons Tsiganes. Eux nous appellent les gadjé (on dit : un gadjo, une gadji, des gadjé), c'est-à-dire les non-Roms.

5 - Les Roms ne sont pas des nomades, même ceux qui vivent en caravanes. Le nomade traditionnel a un troupeau et il se déplace beaucoup plus que les Roms. D'ailleurs, les Tsiganes sont une minorité à vivre en caravanes, uniquement dans l'ouest de l'Europe et donc en France.

6 - Les Roms ont été tenus en esclavage dans deux provinces de l'actuelle Roumanie (la Moldavie et la Valachie ou Munténie) pendant cinq siècles ! Ce n'est pas

très connu et pourtant, ils ont été « les nègres blancs » de l'Europe, vendus comme des bêtes ou des choses. Ils n'ont été libres qu'au moment de l'abrogation générale de l'esclavage des Noirs, au milieu du 19^e siècle.

7 - Les Roms ont été traités comme les Juifs. Les nazis ont voulu les faire disparaître de l'histoire des hommes. Entre 1933 et 1945, plus d'un demi million d'entre eux ont été exterminés. Ce fut un véritable génocide, c'est-à-dire la mise à mort d'une population entière sur ordre d'un État.

8 - Les Roms n'ont pas de pays mais c'est un peuple réparti dans tous les pays d'Europe. Ils ont la nationalité de l'État où ils sont installés. Ils ont une langue, des coutumes, une conception de la vie en famille qui leur sont propres. C'est ce qu'on appelle une ethnie (mot qu'il faut comprendre comme « minorité culturelle » et non comme « groupe racial »).

9 - Les Roms n'ont pas souvent la culture du livre, mais ils ont la culture de la musique. Il y a parmi eux de très grands musiciens. Le violon, la guitare, la cymbalum, la clarinette et tous les instruments de percussion sont leurs instruments préférés. On les connaît aussi dans les arts du cirque et de la danse.

10 - Les Roms ont presque tous une vive sensibilité religieuse mais ils adoptent fréquemment la religion du pays où ils s'installent : catholiques en Espagne, protestants et catholiques en France, orthodoxes en Serbie, musulmans en Albanie...

Jean-Pierre Dacheux

Embarquement de mères sans leur enfant

Extraits de *Coup de colère* édité par la Cimade

Madame F., jeune femme capverdienne de 23 ans, est interpellée lors d'un contrôle d'identité dans le métro. Elle est venue avec son fils rendre visite à sa cousine à Paris. Elle est placée en centre de rétention administrative au Palais de Justice en vue de sa reconduite à la frontière.

Elle vit clandestinement depuis 6 ans au Portugal où elle est en attente d'une régularisation. Elle élève seule son petit garçon âgé de 3 ans qui présente des troubles du comportement.

Au moment de son interpellation, en garde à vue, lors de la présentation au juge trois jours plus tard, elle évoque chaque fois l'existence de son enfant resté chez sa cousine. Le 27 octobre 2005, elle est amenée à l'aéroport à destination du Cap Vert mais elle refuse d'embarquer sans son fils.

Placée en garde à vue à Roissy, elle est présentée le lendemain au tribunal correctionnel de Bobigny qui la condamne à 3 mois de prison et 3 ans d'interdiction du territoire, malgré la présence de son fils à l'audience.

Elle est incarcérée à Fleury Mérogis

Sandrine, Cimade, Vincennes

Madame B. est arrivée en France fin 2004 pour demander l'asile. Elle a fui son pays, la Mongolie, avec sa petite fille de 6 ans, scolarisée depuis à Rouen.

L'enfant est également suivi médicalement au CHU de Rouen pour des problèmes cardiaques

Elles sont bien connues des services sociaux qui les prennent en charge.

Le 12 juillet, Madame B. se présente au guichet de la Préfecture pour renouveler son autorisation de séjour délivrée le temps de la procédure d'asile. Elle a confié sa

petite fille à une compatriote le temps u rendez-vous qui ne devait pas être long.

Elle est interpellée au guichet et est placée en rétention pour être renvoyée en Belgique étant passée dans ce pays avant son arrivée en France, la Belgique est le pays compétent pour soit s'occuper de sa demande d'asile, soit la renvoyer dans son pays d'origine en cas de rejet de la demande.

La Préfecture, interpellée par la Cimade sur l'impossibilité pour la mère de partir dans son enfant, met en doute l'existence même de la petite fille. Les officiers de police mettent aussi en doute la filiation mère-fille et le carnet de santé de l'enfant établi par le CHU de Rouen.

Un avis de recherche pour enfant mineur en danger est déposé le lendemain au commissariat de Rouen.

Le juge prolonge la rétention de Madame B. pour 15 jours, le temps d'organiser l'escorte pour la Belgique et fait un signalement au Procureur concernant l'enfant.

Le 14 juillet, un départ pour le lendemain vers 6h du matin est prévu. Jour de fête nationale, personne n'est joignable.

Le chef du centre de rétention confirme le vol. Pour lui, cette femme cache son enfant uniquement pour faire obstruction au départ, et il déclare qu'un départ pour la Belgique n'est pas aussi dramatique qu'un retour en Mongolie. Il s'engage à ce que l'enfant soit acheminé auprès de sa mère dès qu'elle aura été retrouvée.

C'est pourtant lui-même qui se déplace le lendemain aux aurores pour mettre les bagages de la dame dans le véhicule de police et d'assurer que rien ne s'opposera au départ. Elle est escortée en voiture jusqu'en Belgique, menottée, seule sans sa petite fille.

Caroline, Cimade, Rouen